



MARCHE PUBLIC DE TRAVAUX

REGLEMENT DE LA CONSULTATION

Personne publique :

**CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE MONTPELLIER
ETABLISSEMENT SUPPORT DU GHT EST HERAULT SUD AVEYRON**

**CENTRE ADMINISTRATIF A. BENECH
191, av. du Doyen Gaston Giraud
34295 MONTPELLIER CEDEX 5**

N°Affaire : 18A0187

Objet de la consultation :

RELOCALISATION DE L'UNITE DE REANIMATION SAR C – HOPITAL GUI DE CHAULIAC

**Etabli en application de l'Ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015
Et du Décret N°2016-360 du 25 mars 2016 modifié
Relatifs aux marchés publics**

**La procédure de consultation utilisée est la suivante :
Procédure adaptée en application de l'article 42-2 de l'ordonnance et des articles 27 et
34 du décret susvisés.**

Date et heure limites de remise des offres : 04 septembre 2018 – 12h00

SOMMAIRE

Article premier - Etendue et objet de la consultation	4
Article 2 - Durée du marché	4
Article 3 - Dispositions générales	4
3.1 Décomposition du marché public	4
3.2 Mode de financement et de règlement.....	4
3.3 Essais ou démonstrations	5
3.4 Visite des locaux	5
3.5 Appréciation technique des offres.....	5
3.6 Sous-traitance	5
3.7 Co-traitance	6
3.8 Compléments à apporter au cahier des charges	6
3.9 Modification de détail au dossier de consultation	6
3.10 Nomenclature pertinente	6
3.11 Contenu du dossier de consultation.....	7
3.12 Documents contractuels.....	10
3.13 Unité monétaire	13
Article 4 - Délais de validité des propositions	13
Article 5 - Modalités d'obtention du dossier de consultation	13
5.1 Obtention du dossier de consultation sous format papier.....	13
5.2 Obtention du dossier par voie électronique	13
Article 6 - Renseignements complémentaires	13
Article 7 - Modalités de remise des plis de candidatures et d'offres	14
7.1 Présentation des plis	14
7.2 Envoi et réception des plis	16
Article 8 – Vérification des conditions de participation des candidats	17
Article 9 - Examen, analyse et classement des offres.....	18
Article 10 - Négociation.....	20
Article 11 - Variantes	21
11.1 Variantes à l'initiative des soumissionnaires (variantes libres).....	21
11.2 Variantes à l'initiative du pouvoir adjudicateur (PSE obligatoires ou facultatives ou solutions alternatives).....	21
Article 12 - Attribution du marché public	21

Article 13 - Notification du marché public	22
Article 14 - Instance chargée des procédures de recours contentieux	22

Article premier - Etendue et objet de la consultation

Procédure adaptée passée en application de l'article 42-2 de l'ordonnance et des articles 27 et 34 du décret relatifs aux marchés publics portant sur les travaux désignés ci-après :

RELOCALISATION DE L'UNITE DE REANIMATION SAR C – HOPITAL GUI DE CHAULIAC

La consultation aboutira pour chaque lot à un marché ordinaire.

Article 2 - Durée du marché

Chaque lot fera l'objet d'un marché conclu pour une durée de 13 mois dont 2 mois de préparation de chantier (sauf pour les lots 1 et 2, le délai de préparation est de 1 mois) à compter de l'ordre de service de démarrage prescrivant à l'entrepreneur titulaire du lot n°2 de commencer les travaux lui incombant. La date prévisionnelle de commencement des prestations est fixée à décembre 2018.

Préalablement à l'ordre de service de démarrage du lot n°2, il sera lancé les travaux du lot n°1 par ordre de service de démarrage spécifique à ce lot.

Le planning « enveloppe » de l'opération est joint au présent DCE.

Article 3 - Dispositions générales

3.1 Décomposition du marché public

3.1-1 Tranches

Sans objet

3.1-2 Lots

La consultation est décomposée en 11 lots définis comme suit :

LOT N°1 DESAMIANPAGE

LOT N°2 GROS OEUVRE / DEMOLITIONS

LOT N°3 MENUISERIES EXTERIEURES

LOT N°4 CLOISONNEMENT DE SALLE BLANCHE

LOT N°5 CLOISONS – DOUBLAGE - FAUX-PLAFONDS

LOT N°6 MENUISERIES INTERIEURES

LOT N°7 REVETEMENTS DE SOLS

LOT N°8 PEINTURE

LOT N°9 ELECTRICITE

LOT N°10 GENIE CLIMATIQUE – PLOMBERIE

LOT N°11 FLUIDES MEDICAUX

Les candidatures peuvent concerner un ou plusieurs lots, ou tous les lots.

Les candidats feront une offre de prix distincte pour chaque lot qu'ils souhaitent se voir attribuer.

3.2 Mode de financement et de règlement

Les prestations seront rémunérées dans les conditions fixées par les règles de comptabilité

publique. Le financement sera basé sur le budget du CHU ;

Le règlement des dépenses se fera par mandat administratif suivi d'un virement.

Le paiement interviendra dans un délai maximum de 50 jours.

3.3 Essais ou démonstrations

Sans objet

3.4 Visite des locaux

Le CHU organise deux visites des locaux et des installations concernés par les prestations objet de la présente la consultation, avant la remise des offres.

Il est vivement recommandé aux candidats d'effectuer une visite afin de pouvoir répondre à la consultation en toute connaissance de cause. Pour des raisons de service, la visite sera limitée à l'intérieur du secteur à un seul représentant par société.



Les visites ont lieu le :
25 juillet 2018 à 14 h
20 août 2018 à 14h

Les candidats peuvent assister à une ou aux deux visites.

Le point de rendez-vous est fixé devant l'entrée principale de l'hôpital Gui de Chauiac (un plan d'accès est joint au DCE)

Une confirmation de présence à la visite devra être envoyée à la Direction des Achats et des Approvisionnements à Romain RUIZ (romain-ruiz@chu-montpellier.fr) au maximum 24 heures avant le jour de la visite.

La visite fera l'objet d'un procès-verbal de visite rédigé sur le champ par l'acheteur et signé par les personnes présentes.

Les candidats peuvent poser des questions, après la visite, sur le profil acheteur, le CHU y répondra sur le profil acheteur.

3.5 Appréciation technique des offres

L'offre technique comprend :

- La note méthodologique et organisationnelle d'intervention en site occupé hospitalier (mesures à prendre en matière de réduction des nuisances et en matière de respect de l'hygiène, moyens humains et techniques dédiés au chantier).
- La présentation de l'adéquation des produits/matériaux proposés avec les prescriptions des pièces techniques (PCTL et CCTP)

3.6 Sous-traitance

Le titulaire d'un marché public de travaux, est habilité à sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché public, provoquant obligatoirement le paiement direct de celui-ci pour des prestations égales ou supérieures à 600 € TTC.

Le sous-traitant devra obligatoirement être accepté et ses conditions de paiement agréées par la personne publique.

L'acceptation de la demande d'agrément d'un sous-traitant et des conditions de paiement correspondantes est possible en cours de marché public. Pour ce faire, le titulaire doit fournir, dûment complété, et signé le formulaire "Déclaration de sous-traitance" (ou formulaire DC4 en vigueur).

3.7 Co-traitance

En application de l'article 45 du décret, les entreprises peuvent présenter leur candidature sous la forme de groupement solidaire ou de groupement conjoint.

A l'attribution du marché public, la personne publique n'imposera aucune forme de groupement. Il exigera uniquement que le mandataire soit solidaire de son/ses cotraitant(s) en cas de groupement conjoint.

3.8 Compléments à apporter au cahier des charges

Les candidats n'ont pas à apporter de compléments au cahier des charges.

3.9 Modification de détail au dossier de consultation

La personne publique se réserve le droit d'apporter au plus tard 8 jours avant la date limite fixée pour la remise des offres, des modifications de détail au dossier de consultation.

Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

3.10 Nomenclature pertinente

- Les références à la nomenclature européenne (CPV) associées à la présente consultation sont les suivantes :

45000000-7 Travaux de construction

45215100-8 Travaux de construction de bâtiments liés à la santé

45215142-4 Travaux de construction d'unités de soins intensifs

Lot 1 :

45262660-5 : Travaux de désamiantage

Lot 2 :

45223220-4 : Travaux de gros œuvre

45111100-9 : Travaux de démolition

Lot 3 :

45421145-2 : Travaux d'installation de volets roulants

Lot 4 :

45421152-4 : Installation de cloisons

Lot 5 :

45421152-4 : Installation de cloisons

45324000-4 : Travaux de pose de plaques de plâtre

Lot 6 :

45421000-4 : Travaux de menuiserie

45421131-1 : Pose de portes

Lot 7 :

45432100-5 : Travaux de pose de revêtements de sols

Lot 8 :

45442100-8 : Travaux de peinture

Lot 9 :

45311200-2 : Travaux d'installations électriques

Lot 10 :

45331000-6 : Travaux d'installation de matériel de chauffage, de ventilation et de climatisation

45330000-9 : Travaux de plomberie

Lot 11 :

45231500-0 : Travaux de canalisations d'air comprimé

- Les références au code nomenclature du CHU applicables sont les suivantes :
OPT

3.11 Contenu du dossier de consultation

Le dossier de consultation comprend les documents suivants :

- L'acte d'engagement pour chaque lot
- Le Règlement de la Consultation et ses annexes : modalités d'obtention du dossier de consultation et de remise de l'enveloppe de candidature et offre par voie dématérialisée, note relative à la dématérialisation des factures, renseignement nom et adresse mail de la personne à contacter, « documents et attestations à fournir par le candidat attributaire en application de l'article 51 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marches publics », note relative à la dématérialisation des procédures de passation des consultations
- Le cahier des clauses administratives particulières et ses annexes « obligations réglementaires en matière de détachement de salariés étrangers », « recommandations du CLIN » et « Convention d'interchange relative à l'utilisation de la plateforme « e project » », dont seul l'exemplaire conservé dans les archives de l'administration fait foi
- Le document PCTL (prescriptions communes à tous les lots) et le Cahier des Clauses Techniques Particulières pour chaque lot,
- La Décomposition du Prix Global Forfaitaire pour chaque lot
- Le cahier des charges fonctionnel du SSI V2
- Le planning « enveloppe »
- La notice acoustique

- PIECES GRAPHIQUES ARCHITECTE

PEX IND A	PLAN DE L'EXISTANT
FEX IND A	FACADES EXISTANTES
PA01 IND A	PLAN D'AMENAGEMENT
PASS IND A	PLAN LOCAUX TECHNIQUES SOUS-SOL
PGFP IND A	PLAN GENERAL DES FAUX PLAFONDS
PGS01 IND A	PLAN GENERAL DES SOLS
PS IND A	PLAN DE SECURITE
FF IND A	FACADES NORD SUD ET EST
NM IND A	NOMENCLATURE DES MENUISERIES EXTERIEURES
RM IND A	PLAN DE REPERAGE DES REVETEMENTS MURAUX
CD	CARNET DE DETAIL

- PIECES GRAPHIQUES TECHNIQUES

PLAN ELECTRICITE

EL 01	EQUIPEMENTS ET INSTALLATIONS ELECTRIQUES
EL 02	PLAN D'IMPLANTATION CHEMINS DE CABLE RDC
EL 03	PLAN SSI

EL 04 PLAN D'IMPLANTATION CHEMINS DE CABLE R-1
EL 05 CARNET DE DETAILS ELECTRICITE
SYN EL01 SYNOPTIQUE DE DISTRIBUTION ELECTRIQUE

PLAN PLOMBERIE

PB 01 PLAN PLOMBERIE SANITAIRE - NIVEAU 0
PB 02 PLAN PLOMBERIE SANITAIRE - NIVEAU -1

CHAUFFAGE VENTILATION CLIMATISATION

CVC 01 PLAN CHAUFFAGE VENTILATION CLIMATISATION - NIVEAU 0
CVC 02 PLAN CHAUFFAGE VENTILATION CLIMATISATION - NIVEAU -1
CVC 03 PLAN CHAUFFAGE VENTILATION CLIMATISATION - NIVEAU 1
CVC 04 PLAN CHAUFFAGE VENTILATION CLIMATISATION - FAÇADE NORD

FLUIDES MEDICAUX

FM 01 PLAN FLUIDES MEDICAUX

GROS ŒUVRE - DEMOLITIONS

DEM 01 PLAN REPERAGE DEMOLITIONS
GO 01 PLAN DE REPERAGE TRAVAUX GROS ŒUVRE

REPERAGE TRAVAUX

REP 01 REPERAGE TRAVAUX CLOISONS / DOUBLAGE
REP 02 REPERAGE TRAVAUX MENUISERIES INTERIEURES

SCHEMAS DE PRINCIPES

SCH 01 SCHEMA DE PRINCIPE CVC
SCH 02 SCHEMA DE PRINCIPE CTA
SCH 03 PRINCIPE DE DISTRIBUTION FLUIDES MEDICAUX
SCH 04 CASCADE DE PRESSION DU SERVICE

- RAPPORTS CT / SPS

RAPPORT INITIAL DE CONTROLE TECHNIQUE

RICT BUREAU VERITAS 25/09/2017

PLAN GENERAL COORDINATION SECURITE ET PROTECTION DE LA SANTE

PGC APAVE 04/09/2017

- ANNEXES DONNEES EXISTANTES SITE

DIAGNOSTICS AMIANTE AVANT TRAVAUX

DAT ADENA N°36309 NIVEAU 0
DAT ADENA N°47240A NIVEAU -1 LT

PLANS EDL

PLAN E-1003B	FACADE SUD 300
PLAN E-1004D	FACADE NORD 300
PLAN E-1005	FACADE OUEST 400 COUPE 300-600
PLAN E-1010B	FACADE EST 700 PIGNON 100-300
PLAN E-1011E	FACADE OUEST 800 PIGNON 300-600
PLAN E-1012E	FACADE EST 800 COUPE 300-600
PLAN P-0031	PLAN DE MASSE N-1 INDA
PLAN P-0031	PLAN DE MASSE N-1 LOCALISATION DES SERVICES
PLAN P-0032	PLAN DE MASSE N0

PLAN P0515	GUI300-NS
PLAN P0530	GUI300-N0
PLAN P0545	GUI300-N1
PLAN P0563	GUI300-N2
PLAN P0573	GUI300-N3
PLAN P0583	GUI300-N4
PLAN P0593	GUI300-N5
PLAN P2593	GUI300-NT

PLAN ELEC ORIGINE DES INSTALLATIONS SOU-SOL

PLANS SSI EXISTANTS

PLAN SSI	ZONING ZC/ZD/ZA SSI EXISTANT NIVEAU 0 / 12/01/2016 - SNC LAVALIN
PLAN SSI	ZONING ZC/ZD/ZA SSI EXISTANT NIVEAU -1 / 12/01/2016 - SNC LAVALIN
PLAN SSI	CREATION DES ZC ET DAS AU SOUS-SOL / 19/08/2013 – AISSE CONSEILS

PLANS STRUCTURE EXISTANTS

PLAN BA-301A	CARNET DE DETAILS
PLAN BA-302	FONDATIONS COFFRAGE
PLAN BA-303A	PH SOUS-SOL COFFRAGE
PLAN BA-304A	PH RDC COFFRAGE
PLAN BA-305B	ETAGES COURANTS COFFRAGE
PLAN BA-306B	PH 4EME COFFRAGE
PLAN BA-307A	PH 5EME COFFRAGE
PLAN BA-308	TOITURE CABINES
PLAN BA-309	ESCALIER
PLAN BA-310	ESCALIER 2

- ANNEXES FICHES TYPES, PROCEDURES, INSTRUCTIONS DU CHU

ANNEXE 1 : COURANTS FORTS

Programme Technique Détaillé Electricité version 37.00 du 23/05/2018
Fiche 1, 2, 3 et 3bis, 4, 5 et 6 (folio 1-5 à 5-5), 7 et 8
Attestation de consignation BT pour travaux
Demande de raccordement provisoire de chantier au réseau électrique du CHU de Montpellier
Permis d'accès individuels à des locaux électriques

ANNEXE 2 : SURETE - CONTROLE D'ACCES

Programme Technique Détaillé Contrôle d'accès version 1.1 du 08/07/11
Schéma de principe Contrôle d'accès par badges TCE11 du 11/07/11
Lecteur Iclass R10

ANNEXE 3 : VDI

PTD Câblage VDI du 03/03/14

ANNEXE 4: WIFI

PTD études WIFI V3 du 15/01/15

ANNEXE 5: INSTALLATIONS SANITAIRES, THERMIQUES, CLIMATIQUES ET FLUIDES

Programme Technique Détaillé secteur Installations sanitaires, Thermiques, Climatiques et fluides indice G de 01/04/12
Programme Technique Détaillé Fluides médicaux indice A de 02/04/14
Analyse Fonctionnelle Type pour le "Système de traitement d'air" version B du 09/07/08
Exemple rapport d'essai M123946 v1 du 04/07/11
Fiches type EM1, EM2 et EM6

ANNEXE 6 : GTC

Préconisations standards pour le déploiement et les développements d'automatismes et de supervision - CHU de Montpellier version 8.2 du 28/04/2017
Modèle Analyse fonctionnelle Générale du 13/01/2003
Modèle Analyse fonctionnelle détaillée du 13/01/03
Points standards CTA
Procédure PROC TEC/007 indice 1 du 23/03/10
SUPP TECH 007 Création/Mise à jour / suppression de points raccordés à la GTC

ANNEXE 7 : HYGIENE

Procédure de la gestion du risque infectieux d'août 2012
Recommandations générales en hygiène lors des travaux du 16/12/2016
Cartographie CHRU Risque infectieux lié à la qualité de l'air
Modèles de FDT :

- FDT classique rouge
- FDT modéré niveau 1 et niveau 2
- Fiche verte

Guide des risques infectieux fongique et travaux de mars 2011
Recommandations du Comité de Lutte contre l'Infection nosocomiale (CLIN)

ANNEXE 8 : PROCEDURES ET INSTRUCTIONS

Procédure permis de feu
Procédure de dégagement d'une personne bloquée dans un ascenseur
PROC TECH/005/2 du 21/07/2010 : Procédure de gestion des permis de travaux (fouilles, percements et raccordement sur réseaux existants)
PROC TECH 017/1 du 17/11/2015 : Déclaration des équipements GMAO
PROC 023/2 du 12/02/2015 : Procédure pour les coupures sur les réseaux
INST TECH 025/4 du 16/02/2016 : Gestion des dossiers d'ouvrages exécuté (DOE)
INST TECH 010/1 du 02/09/09 Charte graphique concernant la présentation des schémas électriques et fluides sous format D.A.O
INST TECH 6.2/012/0 du 27/11/2002 Réalisation de travaux sur les réseaux de fluides médicaux
INST TECH 054 1 - Surv. locaux tech. avec caméra GTC
PROC TECH 007_1 - ALARMES GTC
INST TECH 042_2 - DOE
PROC TECH 003_7 - REFORME OU DESTRUCTION D'EQUIPEMENT DTB du 08/12/2015
INST TECH 037_3 - Numérotation des équipements SSI en GMAO

ANNEXE 9: ELECTROMECHANIQUE

Prescriptions EM7 portes coulissantes
Prescriptions EM8 portes motorisées
Prescriptions EM9v2 barrières automatiques
PRESCRIPTIONS EM10 Portail coulissant automatique
Annexe marquage CE

ANNEXE 10 : ASCENSEURS

Programme technique installation d'un ascenseur v4
EM.3 ASCENSEURS

ANNEXE 11 : APPELS MALADES

Programme technique 18/08/2004

- les formulaires "Lettre de candidature - désignation du mandataire par ses co-traitants", "Déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement", "Déclaration de sous-traitance".

3.12 Documents contractuels

Le marché public est constitué par les documents contractuels énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissante, par dérogation à l'article 4 du CCAG Travaux:

- L'acte d'engagement pour chaque lot et une annexe en cas d'offre dématérialisée ("Décision du pouvoir adjudicateur")
- Le cahier des clauses administratives particulières et ses annexes « obligations réglementaires en matière de détachement de salariés étrangers », « recommandations du CLIN » et « Convention d'interchange relative à l'utilisation de la plateforme « e project » », dont seul l'exemplaire conservé dans les archives de l'administration fait foi
- Le document PCTL (prescriptions communes à tous les lots) et le Cahier des Clauses Techniques Particulières pour chaque lot, dont seul l'exemplaire conservé dans les archives de l'administration fait foi
- la Décomposition du Prix Global Forfaitaire (*) pour chaque lot

() La DPGF ne sera considérée comme document contractuel que pour la détermination des prix unitaires servant au règlement des situations mensuelles d'acomptes et de travaux supplémentaires régulièrement commandés par le maître d'ouvrage. Il ne pourra, donc servir à donner quelque indication contractuelle que ce soit sur les quantités ou sur la nature d'ouvrages et de fournitures à exécuter par l'attributaire du marché.*

- Le cahier des charges fonctionnel du SSI V2
- Le planning « enveloppe »
- La notice acoustique

- PIECES GRAPHIQUES ARCHITECTE

PEX IND A	PLAN DE L'EXISTANT
FEX IND A	FACADES EXISTANTES
PA01 IND A	PLAN D'AMENAGEMENT
PASS IND A	PLAN LOCAUX TECHNIQUES SOUS-SOL
PGFP IND A	PLAN GENERAL DES FAUX PLAFONDS
PGS01 IND A	PLAN GENERAL DES SOLS
PS IND A	PLAN DE SECURITE
FF IND A	FACADES NORD SUD ET EST
NM IND A	NOMENCLATURE DES MENUISERIES EXTERIEURES
RM IND A	PLAN DE REPERAGE DES REVETEMENTS MURAUX
CD	CARNET DE DETAIL

- PIECES GRAPHIQUES TECHNIQUES

PLAN ELECTRICITE

EL 01	EQUIPEMENTS ET INSTALLATIONS ELECTRIQUES
EL 02	PLAN D'IMPLANTATION CHEMINS DE CABLE RDC
EL 03	PLAN SSI
EL 04	PLAN D'IMPLANTATION CHEMINS DE CABLE R-1
EL 05	CARNET DE DETAILS ELECTRICITE
SYN EL01	SYNOPTIQUE DE DISTRIBUTION ELECTRIQUE

PLAN PLOMBERIE

PB 01	PLAN PLOMBERIE SANITAIRE - NIVEAU 0
-------	-------------------------------------

PB 02 PLAN PLOMBERIE SANITAIRE - NIVEAU -1

CHAUFFAGE VENTILATION CLIMATISATION

CVC 01 PLAN CHAUFFAGE VENTILATION CLIMATISATION - NIVEAU 0
CVC 02 PLAN CHAUFFAGE VENTILATION CLIMATISATION - NIVEAU -1
CVC 03 PLAN CHAUFFAGE VENTILATION CLIMATISATION - NIVEAU 1
CVC 04 PLAN CHAUFFAGE VENTILATION CLIMATISATION - FAÇADE NORD

FLUIDES MEDICAUX

FM 01 PLAN FLUIDES MEDICAUX

GROS ŒUVRE - DEMOLITIONS

DEM 01 PLAN REPERAGE DEMOLITIONS
GO 01 PLAN DE REPERAGE TRAVAUX GROS ŒUVRE

REPERAGE TRAVAUX

REP 01 REPERAGE TRAVAUX CLOISONS / DOUBLAGE
REP 02 REPERAGE TRAVAUX MENUISERIES INTERIEURES

SCHEMAS DE PRINCIPES

SCH 01 SCHEMA DE PRINCIPE CVC
SCH 02 SCHEMA DE PRINCIPE CTA
SCH 03 PRINCIPE DE DISTRIBUTION FLUIDES MEDICAUX
SCH 04 CASCADE DE PRESSION DU SERVICE

- RAPPORTS CT / SPS

RAPPORT INITIAL DE CONTROLE TECHNIQUE

RICT BUREAU VERITAS 25/09/2017

PLAN GENERAL COORDINATION SECURITE ET PROTECTION DE LA SANTE

PGC APAVE 04/09/2017

- ANNEXES DONNEES EXISTANTES SITE

DIAGNOSTICS AMIANTE AVANT TRAVAUX

DAT ADENA N°36309 NIVEAU 0
DAT ADENA N°47240A NIVEAU -1 LT

PLANS EDL

PLAN E-1003B FACADE SUD 300
PLAN E-1004D FACADE NORD 300
PLAN E-1005 FACADE OUEST 400 COUPE 300-600
PLAN E-1010B FACADE EST 700 PIGNON 100-300
PLAN E-1011E FACADE OUEST 800 PIGNON 300-600
PLAN E-1012E FACADE EST 800 COUPE 300-600
PLAN P-0031 PLAN DE MASSE N-1 INDA
PLAN P-0031 PLAN DE MASSE N-1 LOCALISATION DES SERVICES
PLAN P-0032 PLAN DE MASSE N0

PLAN P0515 GUI300-NS
PLAN P0530 GUI300-N0
PLAN P0545 GUI300-N1
PLAN P0563 GUI300-N2
PLAN P0573 GUI300-N3
PLAN P0583 GUI300-N4
PLAN P0593 GUI300-N5
PLAN P2593 GUI300-NT

PLAN ELEC ORIGINE DES INSTALLATIONS SOU-SOL

PLANS SSI EXISTANTS

PLAN SSI ZONING ZC/ZD/ZA SSI EXISTANT NIVEAU 0 / 12/01/2016 - SNC LAVALIN
PLAN SSI ZONING ZC/ZD/ZA SSI EXISTANT NIVEAU -1 / 12/01/2016 - SNC LAVALIN
PLAN SSI CREATION DES ZC ET DAS AU SOUS-SOL / 19/08/2013 – AISSE CONSEILS

PLANS STRUCTURE EXISTANTS

PLAN BA-301A CARNET DE DETAILS
PLAN BA-302 FONDATIONS COFFRAGE
PLAN BA-303A PH SOUS-SOL COFFRAGE
PLAN BA-304A PH RDC COFFRAGE
PLAN BA-305B ETAGES COURANTS COFFRAGE

PLAN BA-306B	PH 4EME COFFRAGE
PLAN BA-307A	PH 5EME COFFRAGE
PLAN BA-308	TOITURE CABINES
PLAN BA-309	ESCALIER
PLAN BA-310	ESCALIER 2

- ANNEXES FICHES TYPES, PROCEDURES, INSTRUCTIONS DU CHU

ANNEXE 1 : COURANTS FORTS

Programme Technique Détaillé Electricité version 37.00 du 23/05/2018
Fiche 1, 2, 3 et 3bis, 4, 5 et 6 (folio 1-5 à 5-5), 7 et 8
Attestation de consignation BT pour travaux
Demande de raccordement provisoire de chantier au réseau électrique du CHU de Montpellier
Permis d'accès individuels à des locaux électriques

ANNEXE 2 : SURETE - CONTROLE D'ACCES

Programme Technique Détaillé Contrôle d'accès version 1.1 du 08/07/11
Schéma de principe Contrôle d'accès par badges TCE11 du 11/07/11
Lecteur Iclass R10

ANNEXE 3 : VDI

PTD Câblage VDI du 03/03/14

ANNEXE 4: WIFI

PTD études WIFI V3 du 15/01/15

ANNEXE 5: INSTALLATIONS SANITAIRES, THERMIQUES, CLIMATIQUES ET FLUIDES

Programme Technique Détaillé secteur Installations sanitaires, Thermiques, Climatiques et fluides indice G de 01/04/12
Programme Technique Détaillé Fluides médicaux indice A de 02/04/14
Analyse Fonctionnelle Type pour le "Système de traitement d'air" version B du 09/07/08
Exemple rapport d'essai M123946 v1 du 04/07/11
Fiches type EM1, EM2 et EM6

ANNEXE 6 : GTC

Préconisations standards pour le déploiement et les développements d'automatismes et de supervision - CHU de Montpellier version 8.2 du 28/04/2017
Modèle Analyse fonctionnelle Générale du 13/01/2003
Modèle Analyse fonctionnelle détaillée du 13/01/03
Points standards CTA
Procédure PROC TEC/007 indice 1 du 23/03/10
SUPP TECH 007 Création/Mise à jour / suppression de points raccordés à la GTC

ANNEXE 7 : HYGIENE

Procédure de la gestion du risque infectieux d'août 2012
Recommandations générales en hygiène lors des travaux du 16/12/2016
Cartographie CHRU Risque infectieux lié à la qualité de l'air
Modèles de FDT :

- FDT classique rouge
- FDT modéré niveau 1 et niveau 2
- Fiche verte

Guide des risques infectieux fongique et travaux de mars 2011
Recommandations du Comité de Lutte contre l'Infection nosocomiale (CLIN)

ANNEXE 8 : PROCEDURES ET INSTRUCTIONS

Procédure permis de feu
Procédure de dégagement d'une personne bloquée dans un ascenseur
PROC TECH/005/2 du 21/07/2010 : Procédure de gestion des permis de travaux (fouilles, percements et raccordement sur réseaux existants)
PROC TECH 017/1 du 17/11/2015 : Déclaration des équipements GMAO
PROC 023/2 du 12/02/2015 : Procédure pour les coupures sur les réseaux
INST TECH 025/4 du 16/02/2016 : Gestion des dossiers d'ouvrages exécuté (DOE)
INST TECH 010/1 du 02/09/09 Charte graphique concernant la présentation des schémas électriques et fluides sous format D.A.O
INST TECH 6.2/012/0 du 27/11/2002 Réalisation de travaux sur les réseaux de fluides médicaux
INST TECH 054 1 - Surv. locaux tech. avec caméra GTC
PROC TECH 007_1 - ALARMES GTC
INST TECH 042_2 - DOE
PROC TECH 003_7 - REFORME OU DESTRUCTION D'EQUIPEMENT DTB du 08/12/2015
INST TECH 037_3 - Numérotation des équipements SSI en GMAO

ANNEXE 9: ELECTROMECHANIQUE

Prescriptions EM7 portes coulissantes
Prescriptions EM8 portes motorisées
Prescriptions EM9v2 barrières automatiques
PRESCRIPTIONS EM10 Portail coulissant automatique
Annexe marquage CE

ANNEXE 10 : ASCENSEURS

Programme technique installation d'un ascenseur v4

EM.3 ASCENSEURS

ANNEXE 11 : APPELS MALADES

Programme technique 18/08/2004

- le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés publics de de travaux (arrêté du 08 Septembre 2009)
- les actes spéciaux de sous-traitance et les actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché public;
- l'offre technique du titulaire (note méthodologique et organisationnelle d'intervention, présentation des produits et matériaux mis en œuvre)

3.13 Unité monétaire

Les candidats sont informés que la personne publique conclura le marché public dans l'unité monétaire suivante : euro(s).

Article 4 - Délais de validité des propositions

Le délai de validité des propositions est de 6 mois à compter de la date limite fixée pour la réception des propositions sur la page de garde du présent règlement et pour la même durée à compter de la date limite de remise des offres après négociation.

Article 5 - Modalités d'obtention du dossier de consultation**5.1 Obtention du dossier de consultation sous format papier**

Le soumissionnaire pourra obtenir le dossier de consultation sous format papier en adressant sa demande à Monsieur Ruiz Romain :

- par courrier à l'adresse suivante :

CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE MONTPELLIER

Direction des Achats et des Approvisionnements

Service Achats Travaux

191 Avenue du Doyen Gaston Giraud

34295 MONTPELLIER Cedex 5

5.2 Obtention du dossier par voie électronique

Se reporter à l'annexe relative à la dématérialisation des procédures.

Article 6 - Renseignements complémentaires

- Les candidats pourront, 10 jours maximum avant la date de remise des plis, adresser leurs demandes de renseignements complémentaires concernant la consultation à :

M RUIZ Romain

Courriel : romain-ruiz@chu-montpellier.fr

OU

Sur la plate forme Internet : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Lien direct :

<https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=entreprise.EntrepriseAdvancedSearch&AllCons&refConsultation=381998&orgAcronyme=x7c>

Article 7 - Modalités de remise des plis de candidatures et d'offres

Le retrait des documents par voie électronique n'oblige en aucun cas le candidat à déposer sa candidature et son offre par voie dématérialisée.

7.1 Présentation des plis

Dispositions communes à toutes les formes de transmission

Tous les documents indiqués ci-dessous (sauf exceptions) doivent impérativement être signés par une personne habilitée. Il doit s'agir, pour les documents papier d'une signature manuscrite originale (les photocopies ne sont pas autorisées) et pour les documents dématérialisés d'une signature électronique, telle que définie par l'art. 1316 et suivants du Code Civil.

Chaque candidat transmettra sa candidature et son offre dans une seule et même enveloppe (pour les envois papiers) ou fichier (pour les envois dématérialisés et sur support physique électronique).

Cette enveloppe ou fichier contient **IMPERATIVEMENT** les documents suivants :

- **Pour la candidature**

- DUME

- Ou

Lettre de candidature et désignation du mandataire par ses co-traitants : formulaire joint ou formulaire de type DC1 en vigueur ou équivalent

et

- Déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement (formulaire joint **ou** formulaire de type DC2 en vigueur ou équivalent)

- Renseignements permettant d'évaluer les capacités techniques, financières et professionnelles du candidat énumérés ci-dessous ou équivalents (formulaires joints "Lettre de candidature - Désignation du mandataire par ses co-traitants" et "Déclaration du candidat" ou formulaires de type DC1 et DC2 en vigueur ou équivalent) :

- a) Capacités professionnelles et techniques :

- Une liste des travaux exécutés au cours des cinq dernières années, assortie d'attestations de bonne exécution pour les travaux les plus importants. Le cas échéant, les éléments de preuve relatifs à des travaux exécutés il y a plus de cinq ans seront pris en compte. Ces attestations indiquent le montant, la date et le lieu d'exécution des travaux et précisent s'ils ont été effectués selon les règles de l'art et menés régulièrement à bonne fin ;

➤ Une déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pendant les trois dernières années ;

➤ Des certificats de qualification professionnelle établis par des organismes indépendants. Dans ce cas, l'acheteur accepte tout moyen de preuve équivalent ainsi que les certificats équivalents d'organismes établis dans d'autres Etats membres ;



Exigence minimale pour le lot 1 : désamiantage :

- Certification QUALIBAT 1513 pour les entreprises titulaires de cette certification au 1er juillet 2012 ou équivalent

ou

- Certification QUALIBAT 1552 (suite à la nouvelle réglementation amiante « décret 2012-639 du 4 mai 2012 ») ou équivalent

b) Capacité économique et financière:

➤ Déclaration concernant le chiffre d'affaires global du candidat, portant au maximum sur les trois derniers exercices disponibles en fonction de la date de création de l'entreprise ou du début d'activité de l'opérateur économique, dans la mesure où les informations sur ces chiffres d'affaires sont disponibles ;

Si, pour une raison justifiée, l'opérateur économique n'est pas en mesure de produire les renseignements demandés, il est autorisé à prouver sa capacité économique et financière, par tout autre moyen.

- Pouvoir de signature de la personne habilitée.

Tous les formulaires nationaux cités dans ce document sont téléchargeables sur le site du Ministère des Finances à l'adresse suivante : <http://www.economie.gouv.fr>.

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature (co traitant(s)/ soustraitant(s)), le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur. L'appréciation des capacités professionnelles, techniques et financières est globale. Il n'est pas exigé que chaque membre du groupement ou sous-traitant ait la totalité des compétences techniques requises pour l'exécution du marché.

Pour chaque sous-traitant présenté dans l'offre, le candidat devra fournir, dûment complété et signé, le formulaire "Déclaration de sous-traitance" joint (ou formulaire DC4 en vigueur).

En cas de candidature groupée, le formulaire "Déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement" joint (ou formulaire DC2 en vigueur) devra être rempli par chaque membre du groupement.

Les attestations ou certificats doivent être rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français.

Il est rappelé qu'une même personne ne peut pas représenter plus d'un candidat pour un même marché public.

• **Pour l'offre**

- **L'acte d'engagement** à compléter, dater et signer par le(s) représentant(s) qualifié(s) du ou des prestataires. Le candidat qui n'aura pas signé son acte d'engagement verra son offre qualifiée d'irrégulière.

Dans cette hypothèse, et sous réserve que leur offre ne soit pas anormalement basse, le pouvoir adjudicateur sera susceptible d'inviter l'ensemble des soumissionnaires concernés à régulariser leur offre, dans un délai qui leur sera précisé par courrier. Dans ce cas, l'absence de régularisation de l'offre dans les délais entraînera son rejet.

Préciser l'adresse de messagerie électronique dans l'acte d'engagement

- En cas de sous-traitant présenté dans l'offre, l'acte de sous-traitance à compléter, dater et signer par les représentants qualifiés des prestataires. Le candidat qui n'aura pas transmis un acte de sous-traitance signé verra son offre qualifiée d'irrégulière.

Dans cette hypothèse, et sous réserve que leur offre ne soit pas anormalement basse, le pouvoir adjudicateur sera susceptible d'inviter l'ensemble des soumissionnaires concernés à régulariser leur offre, dans un délai qui leur sera précisé par courrier. Dans ce cas, l'absence de régularisation de l'offre dans les délais entraînera son rejet.



- **La décomposition du prix global et forfaitaire** à compléter

En cas de remise sous format papier, le candidat doit remettre la décomposition du prix global et forfaitaire sur support physique électronique (clé USB, CD, DVD ...) en version xls (excel) qui doit être rigoureusement conforme à celle fournie dans le DCE.

- **L'offre technique** comprenant

- ✓ La note méthodologique et organisationnelle d'intervention en site occupé hospitalier (mesures à prendre en matière de réduction des nuisances et en matière de respect de l'hygiène, moyens humains et techniques dédiés au chantier).
- ✓ La présentation de l'adéquation des produits/matériaux proposés avec les prescriptions des pièces techniques (PCTL et CCTP)



En cas de remise sous format papier, le candidat doit remettre son offre technique sur support physique électronique (clé USB, CD, DVD ...)

Pour le lot 1 « DESAMIANTAGE » fournir, conformément à l'arrêté du 23 février 2012 définissant les modalités de la formation des travailleurs à la prévention des risques liés à l'amiante, obligatoirement :

- Une copie de l'attestation de compétence des travailleurs qui interviendront pour des prestations relevant de la réglementation amiante en sous-section 3

En application du décret n°2016-27 du 19 janvier 2016, les candidats doivent indiquer si, dans le cadre de l'exécution du marché public, ils ont l'intention d'avoir recours à des salariés détachés.

Dans ce cas, le candidat devra identifier dans son offre les salariés détachés qui seront en charge d'exécuter la prestation (hors marché public de fournitures).

La déclaration de détachement doit être conforme aux dispositions de l'annexe au CCAP « Obligations réglementaires en matière de détachement de salariés étrangers. »

Les offres doivent être impérativement présentées en français ou accompagnées d'une traduction en français.

7.2 Envoi et réception des plis

Dispositions communes à toutes les formes de transmission

L'attention des candidats est attirée sur le fait qu'en cas d'envois successifs, seule la dernière offre reçue sera ouverte, sachant que cette dernière doit comporter l'ensemble des lots sur lesquels le candidat soumissionne. Les autres offres, précédemment déposées par l'opérateur économique, seront rejetées sans avoir été ouvertes. En conséquence, en cas d'omission d'une pièce constituant le dossier de candidature et/ou

d'offre, le candidat devra, pendant la période de remise des offres, renvoyer l'intégralité de son dossier de candidature et d'offre.

7.2-1 En cas de plis sous format papier

Les candidats transmettent ensuite leur candidature et offre sous pli cacheté. Ce pli doit porter l'indication de manière visible : "PROCEDURE ADAPTEE AFFAIRE N°18A0187 - RELOCALISATION DE L'UNITE DE REANIMATION SAR C – HOPITAL GUI DE CHAULIAC – LOT N°... - OUVRIR EN COMMISSION TECHNIQUE".

Ce pli devra être remis contre récépissé ou, s'il est envoyé par la poste par tout moyen donnant date et heure certaine (RAR, Transporteur...) et parvenir à destination **IMPERATIVEMENT** avant la date et heure indiquées dans la page de garde du présent règlement. L'expéditeur devra tenir compte des aléas de la distribution du courrier, et de la fermeture des services administratifs hospitaliers les samedis, dimanches et jours fériés pour s'assurer de la remise du pli dans les délais impartis.

Adresse postale de réception :

CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE MONTPELLIER
Direction des Achats et des Approvisionnements
Service Achats Travaux – bureau 2010
191 Avenue du Doyen Gaston Giraud
34295 MONTPELLIER Cedex 5

Les dossiers qui seraient remis ou dont l'avis de réception serait délivré après les date et heure limites fixées, ne seront pas retenus. Ils seront renvoyés à leur auteur sur demande.

7.2-2 En cas de plis électroniques

Se reporter à l'annexe concernant la dématérialisation des procédures.

Article 8 – Vérification des conditions de participation des candidats

L'acheteur vérifiera que les candidats ne se trouvent pas dans un cas d'interdiction de soumissionner, satisfont aux conditions de participation à la procédure, peuvent produire dans le délai imparti les documents justificatifs, les moyens de preuve, les compléments ou explications requis par l'acheteur.

L'acheteur contrôlera le respect des niveaux minimaux de capacité imposés.

Exigence minimale pour le lot 1 désamiantage :

- **Certification QUALIBAT 1513 pour les entreprises titulaires de cette certification au 1er juillet 2012 ou équivalent**

ou

- **Certification QUALIBAT 1552 (suite à la nouvelle réglementation amiante « décret 2012-639 du 4 mai 2012 ») ou équivalent**

L'acheteur vérifiera l'aptitude à exercer l'activité professionnelle, la capacité économique et financière, et les capacités techniques et professionnelles des candidats, avant l'analyse des offres.

En cas de co-traitance ou de sous-traitance, les candidatures seront vérifiées à partir de l'ensemble des capacités et qualités des membres du groupement, y compris celles des sous-traitants.

Article 9 - Examen, analyse et classement des offres

- **Critères d'attribution :**

Pour les lots 1, 2, 4, 9, 10 et 11

L'analyse des offres sera effectuée à partir des critères suivants pondérés :

- 1- Valeur technique 60%
- 2- Prix 40%

Critère 1: Valeur technique 60%

Le critère se décompose en 2 sous-critères :

Sous-critère n°1 : Méthodologie et organisation d'intervention en site occupé hospitalier (mesures à prendre en matière de réduction des nuisances et en matière de respect de l'hygiène, moyens humains et techniques dédiés au chantier) - 70%

Barème de notation sur 5:

- 1: insuffisant
- 2: peu satisfaisant
- 3: acceptable
- 4: satisfaisant
- 5: très satisfaisant

Pour chaque candidat, on procédera au calcul d'un ratio, qui sera obtenu en divisant la note technique obtenue par le candidat par la note technique maximale pouvant être obtenue (5). Ce ratio sera affecté d'un coefficient de pondération de 70%.

Sous-critère n°2 : Adéquation des produits/ matériaux proposés avec les prescriptions des pièces techniques (PCTL et CCTP) – 30%

Barème de notation sur 5:

- 1: insuffisant
- 2: peu satisfaisant
- 3: acceptable
- 4: satisfaisant
- 5: très satisfaisant

Pour chaque candidat, on procédera au calcul d'un ratio, qui sera obtenu en divisant la note technique obtenue par le candidat par la note technique maximale pouvant être obtenue (5). Ce ratio sera affecté d'un coefficient de pondération de 30%

L'addition des notes des 2 sous-critères sera affectée du coefficient du critère (60%) afin d'avoir la note finale du critère n°1 du candidat.

Critère 2 : Prix 40%

$$0,40 \times \frac{\text{Prix DPGF le plus bas}}{\text{Prix DPGF proposé par le candidat}} = \text{Note attribuée au candidat}$$

Note finale :

La note finale du candidat est obtenue en sommant les ratios, obtenus pour chaque critère, affectés de leur coefficient de pondération.

Les candidats seront classés par ordre décroissant de la note finale. Le candidat qui aura obtenu la note la plus élevée sera classé en premier.

Pour les lots 3, 5, 6, 7, 8

L'analyse des offres sera effectuée à partir des critères suivants pondérés :

- 1- Prix 60%
- 2- Valeur technique 40%

Critère 1 : Prix 60%

$$0,60 \times \frac{\text{Prix DPGF le plus bas}}{\text{Prix DPGF proposé par le candidat}} = \text{Note attribuée au candidat}$$

Critère 2: Valeur technique 40%

Le critère se décompose en 2 sous-critères :

Sous-critère n°1 : Méthodologie et organisation d'intervention en site occupé hospitalier (mesures à prendre en matière de réduction des nuisances et en matière de respect de l'hygiène, moyens humains et techniques dédiés au chantier) - 70%

Barème de notation sur 5:

- 1: insuffisant
- 2: peu satisfaisant
- 3: acceptable
- 4: satisfaisant
- 5: très satisfaisant

Pour chaque candidat, on procédera au calcul d'un ratio, qui sera obtenu en divisant la note technique obtenue par le candidat par la note technique maximale pouvant être obtenue (5). Ce ratio sera affecté d'un coefficient de pondération de 70%.

Sous-critère n°2 : Adéquation des produits/ matériaux proposés avec les prescriptions des pièces techniques (PCTL et CCTP) – 30%

Barème de notation sur 5:

- 1: insuffisant
- 2: peu satisfaisant
- 3: acceptable
- 4: satisfaisant
- 5: très satisfaisant

Pour chaque candidat, on procédera au calcul d'un ratio, qui sera obtenu en divisant la note technique obtenue par le candidat par la note technique maximale pouvant être obtenue (5).

Ce ratio sera affecté d'un coefficient de pondération de 30%

L'addition des notes des 2 sous-critères sera affectée du coefficient du critère (40%) afin d'avoir la note finale du critère n°1 du candidat.

Note finale :

La note finale du candidat est obtenue en sommant les ratios, obtenus pour chaque critère, affectés de leur coefficient de pondération.

Les candidats seront classés par ordre décroissant de la note finale. Le candidat qui aura obtenu la note la plus élevée sera classé en premier.

Article 10 - Négociation

L'acheteur engagera des négociations avec les candidats qui auront remis une offre dans les délais impartis (y compris une offre irrégulière ou inacceptable).

En tant que procédure adaptée, l'acheteur se réserve la possibilité de ne pas engager de négociations conformément à l'article 27 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016.

La négociation portera sur tout objet utile à l'acheteur, sans pouvoir modifier de manière substantielle les conditions initiales du marché public ou la négociation portera que sur les éléments techniques, financiers, sur les délais, sur le SAV...

Les candidats sont informés que la négociation peut être menée sous forme d'entretiens ou sous forme d'échanges de mail ou via la plate-forme <https://www.marches-publics.gouv.fr>.

En cas de négociation menée sous forme d'entretiens avec les candidats : les candidats seront informés de la date, de l'heure et du lieu des entretiens par écrit (courrier, mail).

Chaque candidat sera représenté par 2 personnes au plus dont une personne habilitée à engager la société.

Les dates et heures limites de remise des offres modifiées suite à négociation seront confirmées par écrit de l'acheteur. Les candidats devront renvoyer leur offre dans les délais impartis.

Les nouvelles offres seront alors analysées conformément à l'article 9 du règlement de la consultation.

En cas de négociation menée sous forme d'échanges de mail ou via la plate-forme <https://www.marches-publics.gouv.fr> : le candidat pourra adresser ses offres successives par courrier électronique à l'adresse suivante : romain-ruiz@chu-montpellier.fr ou, pour les offres transmises par voie dématérialisée sur le site :

<https://www.marches-publics.gouv.fr> Les dates et heures limites de remise des nouvelles offres suite à négociation seront confirmées par écrit de l'acheteur sur les mêmes supports. Les candidats devront renvoyer leur offre dans les délais impartis.

Les nouvelles offres seront alors analysées conformément à l'article 9 du règlement de la consultation.

L'attention du candidat est attirée sur le fait que, quelles que soient les modalités de négociations, l'offre finale devra impérativement être remise sous format papier avec signature manuscrite originale (pour les réponses initiales sous format papier) OU sous format électronique via la plateforme avec une signature électronique (pour les réponses initiales sous format électronique).

Aucune offre finale ne pourra être transmise par mail sous peine d'irrégularité de l'offre.

Il est précisé aux candidats que l'absence de nouvelle offre suite à la négociation conduira le pouvoir adjudicateur à prendre en considération la première offre déposée.

Article 11 - Variantes

11.1 Variantes à l'initiative des soumissionnaires (variantes libres)

Les variantes ne sont pas autorisées

11.2 Variantes à l'initiative du pouvoir adjudicateur (PSE obligatoires ou facultatives ou solutions alternatives)

Sans objet.

Article 12 - Attribution du marché public

Conformément à l'article 55 II 2° du décret et à l'article 45 2° de l'ordonnance du 23 juillet 2015 relatifs aux Marchés Publics, le candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché public devra transmettre les attestations qui justifient qu'il n'est pas dans un cas d'[interdiction de soumissionner à un marché public](#).

En cas de sous-traitance, le candidat doit transmettre ces documents pour le ou les sous-traitants.

En application de l'arrêté du 29 mars 2017 modifiant l'arrêté du 25 mai 2016 fixant la liste des impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales donnant lieu à la délivrance de certificats pour l'attribution de marchés publics et de contrats de concession, les candidats authentifiés pourront déposer et rendre accessibles leurs certificats, à jour, dans leur coffre-fort électronique.

Celui-ci se trouve sur la page d'accueil de la plateforme PLACE :

<https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=entreprise.AccueilEntreprise>

Il n'est pas nécessaire de déposer également ces certificats dans l'offre : ils seront accessibles, à la condition que le moyen d'accès au coffre-fort ait été précisé dans l'offre.

– les attestations concernées sont les suivantes :

- L'impôt sur le revenu, les sociétés et la taxe sur la valeur ajoutée ;
- Les déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale, délivré par l'agence centrale des organismes de sécurité sociale ;
- Les déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale, délivré par la mutuelle sociale agricole ;
- La cotisation retraite délivrée par l'organisme Pro BTP ;
- La régularité de la situation de l'employeur au regard de l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés, délivré par l'association de gestion du fonds de développement pour l'insertion professionnelle des handicapés.

En application de l'article L241-1 du code des assurances, le candidat auquel il est envisagé d'attribuer un marché public est tenu de produire une attestation d'assurance décennale, en complément et selon les mêmes modalités que la production des pièces, attestations et certificats exigés par l'article 51 du décret marchés publics.

En outre, le soumissionnaire auquel il est envisagé d'attribuer le marché n'est pas tenu de fournir les justificatifs et moyens de preuve déjà transmis à l'acheteur dans le cadre d'une précédente consultation et qui demeurent valables.

Dans ce cas, il indique, dans sa candidature ou son offre, les documents concernés ainsi que la référence de la ou des consultation(s) pour la ou lesquelles les documents ont déjà été transmis.

En cas d'absence de certificats valides, l'acheteur en demande communication au soumissionnaire dans le courrier l'informant que son offre est susceptible d'être retenue.

Le soumissionnaire établi à l'étranger produit des certificats établis par les administrations et organismes du pays d'origine.

Article 13 - Notification du marché public

La notification consiste en la remise d'une photocopie contre récépissé du marché au titulaire ou l'envoi d'une copie de du marché au titulaire par courriel, via la plateforme <https://marche.ghet-hsa.org> ou via la plateforme électronique <https://www.marches-publics.gouv.fr> en cas d'offres déposées sur ce site internet

Article 14 - Instance chargée des procédures de recours contentieux

Tribunal administratif de Montpellier

6 rue Pitot

34063 MONTPELLIER CEDEX 02

Tel : 04 67 54 81 00

Fax : 04 67 54 74 10

Toute demande d'informations sur les voies et délais de recours doit être formée auprès de la présente juridiction.

Article 15 - Introduction des recours contentieux

- **Un référé précontractuel** peut intervenir pendant toute la phase de passation, de la publication de l'avis d'appel public à la concurrence jusqu'à la signature du marché public (article L 551-1 du code de justice administrative).
- **Un référé contractuel** peut être formé à partir de la signature du marché public, dans un délai au plus égal à six mois (article L 551-13 du code de justice administrative).
- **Un référé suspension**, assorti d'une demande en annulation dans le cadre d'un recours pour excès de pouvoir, peut être formé sur toute décision unilatérale concourant à la conclusion du marché public. Le recours doit être introduit à compter de la date de notification ou de publication de la décision mais avant la signature du marché public (article L. 521-1 du code de justice administrative).
- **Un recours pour excès de pouvoir** peut être formé dans les 2 mois de la notification d'une déclaration sans suite ou d'une déclaration d'infructuosité.

- **Un recours de pleine juridiction en contestation de la validité du contrat** peut être formé par les candidats évincés dans un délai de 2 mois à compter de la date de publication de la décision de signer le marché public.